



Toulouse le 19 avril 2025

Objet : Actualités sociales

Le Quotidien du Médecin du 11 avril 2025 : Thomas Fantôme, Directeur Général de la CNAMTS, engage une réflexion « sans tabou » sur les réformes structurelles du financement de la Santé. Pour lui, « notre système d'Assurance Maladie a perdu sa soutenabilité financière ».

Le début d'examen de la loi Garot a marqué une étape vers la régulation à l'installation des médecins.

Des chercheurs de Standford ont observé que les adultes ayant été vacciné contre le zona étaient 20% moins susceptibles de présenter une démence que ceux qui ne l'étaient pas.

Le Quotidien du Médecin 15 avril 2025 : Examiné début mai dans le cadre de la proposition de loi de Guillaume Garot, un amendement de la droite propose d'étudier la suppression du « médecin traitant ».

Le Comité d'alerte sur les dépenses d'Assurance Maladie a publié un avis appelant à « une vigilance renforcée » sur l'évolution des soins de ville. Il suite un rapport de la Cour des Comptes prônant des économies.

Le Point 17 avril 2025 : Le point publie, en exclusivité, le top 50 des communes de plus de 10 000 habitants qui comptent le moins de généralistes par habitant.

La Grand-messe de François Bayrou sur le finances publiques aura eu le mérite de présenter honnêtement la réalité : trop faible quantité de travail (et donc moindre PIB par habitant), addiction à l'argent public et excès fiscaux ont bien été recensés, à l'exception de la question des retraites, premier poste de dépenses mais tabou suprême.

Le Média Social 16 avril 2025 : Renforcer la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées, mutualiser la gestion des personnels temporaires dans les ESMS... La Cour des Comptes formule diverses propositions pour limiter l'augmentation des dépenses sociales et médicosociales.

Dans un rapport revenant sur les contrôles menés dans les EHPAD par les Agence Régionale de Santé depuis 2022, la Cour des Comptes pointe de l'ambition d'exhaustivité » et encourage à privilégier, à l'avenir, une méthode sélectionnant les structures les plus à risques.

Le Quotidien du Médecin 17 avril 2025 : Chez les plus de 60 ans, une diminution de la fonction olfactive est associée à un risque de décès, en particulier de maladie neurodégénérative, à six et 12 ans. Il faut inciter les personnes âgées à utiliser des tests olfactifs.

Le média Social 17 avril 2025 : 14 organisations (dont Adécom – Fnadepa – Fnaqpa – Nexem – Una – Uniops ...) demandent que le budget alloué au secteur du grand âge (17,6 milliards d'euros) soit fléché « en priorité ... vers les dispositifs d'accompagnement existants et l'amélioration concrète des conditions de travail des professionnels du secteur ». Elles souhaitent que l'augmentation des crédits (+ 1,5 MD E par rapport à 2024) se traduise « sur le terrain par des améliorations tangibles tant pour les professionnels que pour les personnes accompagnées ». « Le temps des contrôles doit laisser la place à un nouveau contrat de

confiance, où l'Etat et les acteurs du secteur travaillent la main dans la main pour préparer l'avenir ». « Les cinq prochaines années seront décisives ». Cette période doit « être appréhendée comme une opportunité unique pour investir intelligemment, renforcer les effectifs, structurer les parcours de vie en établissement et à domicile, et préparer les formes d'accompagnement de demain ».

Le Point 8 avril 2025 : Les auditions en commission sur « l'aide à mourir » commencent ce mercredi avant les débats dans l'hémicycle les 12 et 19 mai. Le vote est prévu le 27 mai.

6 Médias 9 avril 2025 : Les concertations autour d'une modification d'une réforme des retraites se poursuivent. Le Medef a affiché son veto à toute augmentation des cotisations patronales ou salariales, pour financer les pensions : « La situation très préoccupante des finances publiques de notre pays, le net durcissement du contexte international, confirment la nécessité de tenir fermement cette ligne ».

6 Médias 10 avril 2025 : Une étude CSA pour Silver Alliance, révélée par le parisien révèle que les retraités estiment que leur pouvoir d'achat a drastiquement baissé ces dernières années, et qu'ils ont besoin de 500 euros de plus en moyenne pour vivre confortablement (67% le pensent et 59% estiment que cela va continuer dans les années à venir).

Le média Social 11 avril 2025 : Dans un rapport, l'UNIOPS entend faire de la perte d'autonomie des personnes précaires vieillissantes, un sujet de politique publique. Elle propose de renforcer les pensions de famille, l'habitat inclusif et les petites unités de vie. Formation et coordination des acteurs sont également au menu. Selon l'Agence Régionale de Santé (ARS) d'Ile de France, parmi les personnes présentes dans la file active des structures AHI (Accueil – Hébergement – Insertion), une sur cinq présente une situation de dépendance liée au vieillissement ou au handicap. Selon l'UNIOPS, 30 000 à 40 000 personnes précaires pourraient être concernées par ce vieillissement accéléré.

6 Médias 12 avril 2025 : Une commission de députés s'est réunie vendredi 12 avril dans le cadre de l'examen de la proposition de la loi concernant la fin de vie. Ils ont approuvé un amendement permettant à une personne en faisant la demande, de pouvoir, s'auto administrer un produit létal ou bien le faire avec l'aide d'un médecin ou d'un infirmier.

6 Médias 121 avril 2025 : Plusieurs associations de consommateurs s'inquiètent de la possible disparition des notices papier dans les boîtes des médicaments. Elles pointent : « pour de nombreuses personnes – en particulier les personnes âgées, en situation de précarité numérique ou vivant dans des zones mal desservies », la version traditionnelle « constitue un support indispensable, à la fois simple et fiable ». « C'est la seule garantie d'une information de santé vraiment équitable et accessible ».

6 médias 11 avril 2025 : Selon une enquête de l'INSEE, les personnes ayant des métiers réputés pour la pénibilité, comme les agriculteurs, ne sont pas celles qui partent à la retraite en premier. Les personnes issues du secteur de la maîtrise et techniciens des services juridiques et du personnel partent en moyenne à 61,1 ans comme les responsables d'exploitation de transport. A contrario, les ouvriers du nettoyage ou les agents de service de nettoyage partent à 64,1 ans en moyenne. Les exploitants agricoles en grande culture partent à 65 ans.

6 Médias 11 avril 2025 : La Cour des Comptes a établi un rapport sur l'impact de la réforme des retraites sur l'économie du pays et en particulier, sur l'emploi. Dans ses conclusions, elle épingle le système des retraites et souligne son manque d'équité, intra et inter générationnelle, lié au recul de l'âge de départ à la retraite : Les réformes successives qui ont fait reculer jusqu'à 64 ans, l'âge de départ à la retraite, ont provoqué « un allongement du temps passé ni en emploi, ni en retraite » pour les ouvriers, les personnes qui ont des problèmes de santé et les

femmes ». Pour elle, l'indexation des pensions de retraites sur l'inflation « n'apparaît pas le plus adapté pour assurer un équilibre durable du système des retraites ». « Une indexation sur les salaires favoriserait une meilleure équité intergénérationnelle ». « L'équité à l'intérieur d'une même génération n'est pas garantie dans le système de retraite ».

6 Médias 14 avril 2025 : Pour ramener le déficit public à 4,8% du PIB, le gouvernement doit trouver 40 milliards d'euros d'ici 2026. Parmi les pistes à l'étude la possible suppression de l'abattement fiscal dont bénéficient les retraités, voir la désindexation de leur pension. Une « ligne rouge franchie » pour les syndicats.

Le Média Social 14 avril 2025 : L'appel à projet visant à financer la rénovation des résidences autonomie, lancée chaque année, est ouvert jusqu'au 30 mai. D'envergure nationale, il est doté de 13 millions d'euros pour 2025, précise l'Assurance Retraite.

6 Médias le 16 avril 2025 : Dans le budget 2026, Amélie de Montchalin veut s'attaquer aux niches fiscales « inutiles » : « on préfère avoir des impôts qui soient potentiellement plus bas pour tout le monde plutôt que d'avoir des impôts élevés avec certains qui, eux, ont de très fortes réductions d'impôts ». Elle déclare ne pas vouloir toucher aux services à la personne, « qui bénéficient à beaucoup de familles et aux personnes âgées ».

Francis De Block